3/ Réponse à l'alerte « Des journalistes agressés par la police lors de l'évacuation forcée d'un camp de migrants » (30 novembre 2020)

Alerte n° 150/2020 reçue le 30 novembre 2020 : Dans la soirée du 23 novembre 2020, au moins deux journalistes ont été agressés par des policiers alors qu'ils couvraient l'évacuation musclée d'un camp de migrants à Paris. Le journaliste Rémy Buisine, qui travaille pour le média en ligne "Brut", a déclaré avoir été agressé à plusieurs reprises par la police. Il a précisé avoir d'abord été "pris à la gorge", puis "violemment jeté à terre" et battu au sol, comme le montre une vidéo. Le photographe Florent Bardos, de l'agence de presse Abaca Press, prenait des photos de l'évacuation lorsqu'un policier l'a frappé avec une matraque, lui infligeant une légère blessure. Il a rapporté les faits sur Twitter : "Un peu abasourdi, je recule, j'enlève ma casquette et je passe ma main dans mes cheveux, ils sont couverts de sang." Les médias ont fait état de l'utilisation de gaz lacrymogènes et de violences par les policiers pour démanteler le camp. Le ministre français de l'intérieur, Gérard Darmanin, a qualifié ces images de "choquantes" et a déclaré qu'il avait exigé un rapport sur l'opération policière.

Réponse des autorités françaises :

Le cadre juridique français garantit les libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression et son corollaire, le droit de manifester, et veille à l'équilibre entre leur protection et le maintien de l'ordre public.

Concernant les événements survenus le 23 novembre 2020 sur la place de la République à Paris, M. Rémy BUISINE a été entendu le 30 novembre 2020, dans le cadre d'une enquête de flagrance confiée à l'Inspection Générale de la Police Nationale (IGPN) ouverte du chef de violences volontaires commises par personne dépositaire de l'autorité publique. Il n'a pas déposé plainte. Cette enquête a été clôturée le 17 décembre 2020 et transmise au parquet de Paris qui a décidé de classer cette affaire sans suite. Concernant M. Florent BARDOS, ce dernier a été contacté par les enquêteurs de l'IGPN mais a refusé de déposer plainte.